



L'ONU demande la création d'une taxe internationale pour lever 400 milliards de dollars destinés à financer les besoins en matière de développement

Les besoins financiers des pays en développement excèdent depuis longtemps déjà la disposition et la capacité des donateurs à fournir une aide

New York, 5 juillet 2012 – L'Organisation des Nations Unies propose la création d'une taxe internationale, conjuguée à d'autres mécanismes de financement novateurs, pour lever chaque année plus de 400 milliards de dollars qui seraient destinés à relever les défis du développement comme celui de la lutte contre le changement climatique.

Dans son rapport annuel sur le développement mondial, [La situation économique et sociale dans le monde 2012: A la recherche d'un nouveau financement du développement](#), (WESS 2012) lancé aujourd'hui, l'ONU dit qu'en cette période économique difficile, de nombreux pays donateurs ont réduit leur aide au développement. En 2011, pour la première fois depuis de nombreuses années, la valeur réelle des flux d'aide a baissé.

Les besoins financiers des pays en développement excèdent depuis longtemps déjà la disposition et la capacité des donateurs à fournir une aide. Et il sera très difficile, surtout pour les pays les moins avancés, de trouver les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que de relever d'autres défis mondiaux, y compris ceux qui sont liés à la lutte contre le changement climatique.

La nécessité d'obtenir un financement additionnel et plus prévisible a conduit à rechercher de nouvelles sources – non pour remplacer l'aide, mais pour la compléter. Un certain nombre d'initiatives novatrices ont été lancées durant la dernière décennie, surtout pour financer des programmes mondiaux de santé qui visent à fournir des vaccins, ainsi que des traitements du sida et de la tuberculose à des millions de personnes dans le monde en développement. L'enquête des Nations Unies établit que si ces initiatives ont utilisé avec succès de nouvelles méthodes pour canaliser le financement du développement au profit de la lutte contre les maladies, elles ont peiné à fournir un financement additionnel s'ajoutant à l'aide traditionnelle au développement.

“Les pays donateurs sont restés très en deçà de leurs engagements en la matière et l'aide au développement a baissé l'an dernier en raison de coupes budgétaires, portant le déficit à 167 milliards de dollars”, selon Rob Vos, principal auteur de l'enquête. “Même si les donateurs ont l'obligation de remplir leurs engagements, le moment est venu de rechercher d'autres moyens de trouver les ressources nécessaires pour financer les besoins en matière de développement et riposter aux nouveaux défis auxquels le monde fait face, comme la lutte contre le changement climatique”.

“Nous suggérons divers moyens de capter des ressources à l'aide de mécanismes internationaux, par exemple des taxes coordonnées sur les émissions de carbone, sur le trafic aérien ainsi que sur les transactions financières et en espèces”, a dit M. Vos. “Ces taxes font sens des points de vue politique et économique, car elles aident à stimuler la croissance verte et à atténuer l'instabilité des marchés financiers. En bref, de nouveaux mécanismes de financement de ce type aideront les pays donateurs à surmonter le passif des promesses brisées, pour leur propre bénéfice et celui du monde en général.”

Matérialiser le potentiel

Le WESS constate que les perspectives d'amplification ou de reproduction des initiatives existantes sont trop limitées pour répondre aux besoins de financement du développement dans les prochaines décennies. C'est pourquoi il sera nécessaire de capter de nouvelles sources. Les experts qui ont mené l'enquête voient une possibilité de lever plus de 400 milliards de dollars par an au moyen des mécanismes suivants:

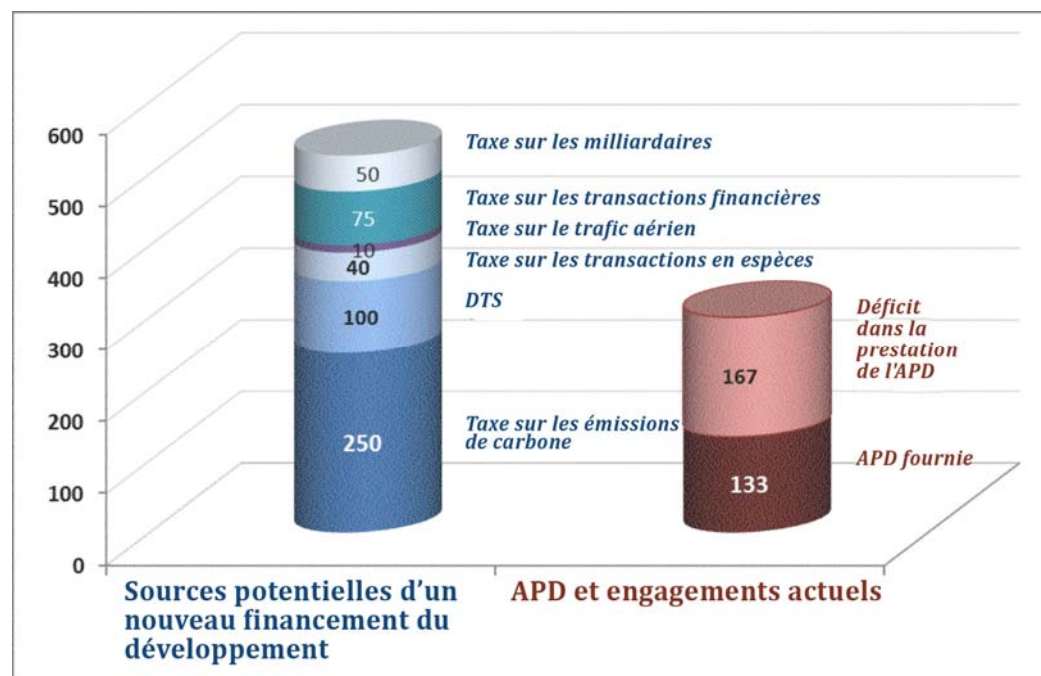
- une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone dans les pays développés: une taxe de 25 dollars par tonne permettrait de réunir environ 250 milliards de dollars par an, collectés par les autorités nationales, mais affectés à la coopération internationale;
- une minuscule taxe sur les transactions en espèces d'un demi centième de pourcent ou d'un demi "point de base" (0,005 %) dans les quatre principales monnaies (dollar, euro, yen et livre sterling) pourrait fournir environ 40 milliards de dollars par an au profit de la coopération internationale;
- la pré-affectation d'une partie de la taxe proposée sur les transactions financières dans l'Union européenne, dont il est estimé qu'elle génèrera chaque année environ 55 milliards d'euros (soit 71 milliards de dollars), pourrait servir à financer la coopération internationale;
- des affectations régulières de droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI et l'utilisation de DTS non-utilisés pourraient produire environ 100 milliards de dollars par an pour l'achat d'actifs à long terme et ainsi servir à financer le développement.

Selon l'enquête, ces mécanismes sont techniquement réalisables et économiquement raisonnables. Ils fourniraient rapidement les moyens de répondre aux besoins urgents de financement du développement mondial. M. Vos a déclaré que "matérialiser le potentiel de ces mécanismes exigera un accord international et une volonté politique correspondante, tant pour capter les sources que pour garantir l'affectation des recettes aux fins du développement".

L'enquête suggère aussi d'autres options à approfondir, mais qui exigeraient une mise au point technique plus poussée, par exemple une taxe sur les milliardaires, qui consisterait en un modeste impôt de 1%, par exemple, sur les avoirs personnels égaux ou supérieurs à un milliard de dollars, ce revenu étant destiné à financer des objectifs de développement mondial convenus au niveau international.

Selon Sha Zukang, Secrétaire général adjoint au Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, "l'enquête offre d'importantes suggestions sur les moyens de générer un appui financier solide aux mesures à prendre suite à l'accord atteint à la récente conférence Rio + 20 des Nations Unies afin de réaliser un développement mondial durable".

L'enquête souligne qu'il est capital de concevoir des mécanismes appropriés de gouvernance et d'affectation des fonds en vue d'un financement novateur qui puisse répondre aux besoins de développement et contribuer au financement de l'agenda du développement d'après 2015.



Les débuts d'un financement novateur du développement – la santé, terrain d'essai

Ces dernières années, un certain nombre de mécanismes de financement novateur du développement ont été mis au point, surtout dans le domaine de la santé. Il s'agit de la Facilité Internationale pour le Financement de la vaccination, des Mécanismes de garantie du marché pour le vaccin des pneumocoques, du Fonds pour des médicaments antipaludiques à des prix abordables, ainsi que d'autres initiatives comme *Debt2Health* et *Product Red*.

L'enquête confirme que ces mécanismes ont amélioré l'efficacité de l'aide et fourni des incitations à la recherche; contribué sensiblement au financement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose, le paludisme, en particulier de la Facilité internationale d'achat de médicaments (UNITAID) et de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI); et contribué à la lutte contre le sida, la tuberculose, le paludisme et les maladies évitables par un vaccin.

Cependant, l'enquête établit aussi que les fonds acheminés à travers ces programmes proviennent surtout des budgets d'aide existants, plus qu'ils ne génèrent des ressources additionnelles. Au total, 5,8 milliards de dollars ont été acheminés depuis 2006 à travers ces mécanismes novateurs, mais seulement quelques centaines de millions de dollars peuvent être considérés comme s'ajoutant à l'aide préexistante.

Jusqu'à aujourd'hui, les ressources de financement novateur dans le domaine de la santé ont été généralement affectées à des vaccins et produits pharmaceutiques pour combattre des maladies spécifiques, comme le VIH, la tuberculose et le paludisme. Ceci s'est traduit par des gains considérables dans des domaines spécifiques de la lutte contre certaines maladies. Mais le WESS avertit que dans certains cas ces fonds ont fait avancer leur priorités au détriment de celles des pays en développement et contribué à la fragmentation de l'appui international aux systèmes de santé des pays à faible revenu. L'enquête parvient à la conclusion qu'au lieu d'alimenter un vaste ensemble de fonds visant des maladies spécifiques, il vaudrait mieux se préoccuper avant tout de dégager de nouvelles ressources afin d'apporter un appui budgétaire plus général aux systèmes de santé des pays en développement et de regrouper les multiples initiatives affectés à des maladies spécifiques en un unique "fonds mondial pour la santé".

Mécanismes du financement de la lutte contre les changements climatiques

Selon l'enquête, les perspectives de financement novateur du développement sont particulièrement intéressantes dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques. Ces mécanismes ont permis de réunir environ un milliard de dollars au profit de la lutte contre les changements climatiques, bien que les versements effectués aient été relativement limités jusqu'à présent. On espère que le financement novateur pour les changements climatiques augmentera sensiblement dans les prochaines années, car l'Union européenne s'oriente vers la mise aux enchères des droits d'émissions, qui pourraient produire un revenu annuel de 20 à 35 milliards de dollars environ. Toutefois, à l'exception de l'Allemagne, les pays membres de l'Union européenne se sont montrés jusqu'ici peu disposés à affecter une proportion déterminée de ce revenu aux programmes internationaux, en partie en raison de leurs propres difficultés financières. Néanmoins, de 3 à 5 milliards de dollars par an pourraient être levés si les autres pays devaient prendre un engagement analogue à celui de l'Allemagne.

Le financement croissant d'activités liées aux changements climatiques a donné naissance ces dernières années à une multiplication de fonds distincts, faiblement coordonnés entre eux. Le WESS précise qu'il importe d'éviter une fragmentation plus poussée à mesure que le financement traditionnel et novateur augmente. Comme dans le cas de la santé, une approche plus efficace consisterait à regrouper les mécanismes de décaissement. L'enquête conclut que l'accord international tendant à créer le Fonds de Copenhague pour le climat pourrait servir de point de départ à ce regroupement.

Contact pour les médias et pour la fixation d'interviews:

Newton Kanhema, Département de l'information de l'ONU
Tél: +1 212 963 8264; courriel: kanhema@un.org

Information générale:

La Situation économique et sociale dans le monde est un rapport annuel établi par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Il est centré chaque année sur un problème différent. On peut consulter le rapport à <http://www.un.org/en/development/desa/policy/wess/index.shtml>

On peut obtenir une clé USB contenant le rapport et les précédents numéros du WESS en adressant un courriel à dpad@un.org

Communiqué publié par le Département de l'information de l'ONU